

Les crédits

Ce comité, constitué de députés des trois partis, a entendu des représentants de l'ensemble du Canada parler de l'avenir de VIA Rail. Les personnes qui ont comparu devant nous venaient de tous les horizons politiques possibles. Nous avons entendu les maires de toutes les grandes villes du corridor, représentant tous les horizons politiques. Nous avons entendu tous les syndicats de cheminots. Nous avons entendu les grandes associations touristiques du Canada. Nous avons entendu des associations d'entreprises du Canada. Nous avons entendu des gouvernements provinciaux de diverses nuances politiques. Les témoignages que nous avons entendus disaient presque unanimement que VIA Rail, cette voie d'acier qui a édifié le pays, est indispensable à sa conservation.

Du moment même où je traite de cette motion qui intéresse l'avenir de VIA Rail et que j'implore le gouvernement sur un ton non partisan d'écouter ce que disent les députés, par une ironie du sort les dix premiers ministres provinciaux et le premier ministre fédéral sont réunis aujourd'hui de l'autre côté de la rue pour parler de l'économie du pays et de son avenir constitutionnel.

Alors qu'ils discutent des aspects juridiques qui définissent le renouvellement possible de la Constitution du Canada, alors qu'ils scrutent les modèles macro et micro-économiques du développement du Canada, il est ironique de penser que si vous demandez aux Canadiens de ce pays de vous donner un exemple de chose qui a contribué à construire la nation et à maintenir son intégrité, peu vous parleraient de modèles macro ou micro-économiques, ou d'autres moyens pour rénover notre Constitution, par contre, la majorité vous dirait qu'un service ferroviaire, liant les différentes parties de ce pays très vaste et peu peuplé, est essentiel à l'unité nationale.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Monsieur le Président, qui est touché lorsque le gouvernement du Canada décide d'éliminer VIA Rail? Il est vraiment ironique de penser que, aujourd'hui, nous avons rendu hommage aux 100 000 anciens combattants du Canada. La majorité d'entre eux sont âgés et, comme des millions d'autres personnes âgées, ils dépendent de VIA Rail.

Aujourd'hui, sur la colline, il doit y avoir une manifestation de la Fédération canadienne des étudiants. Ce sera une importante manifestation visant à demander au gouvernement qu'il se préoccupe au moins de leurs problèmes. Des millions d'étudiants dépendent de VIA Rail. Les pauvres et les handicapés ont besoin de VIA Rail.

Pour tous ces citoyens, VIA Rail n'est pas du luxe, il ne représente pas une façon agréable de passer quelques heures à bord du train. Il constitue fondamentalement un moyen de transport de base et à prix abordable.

Le ministre des Transports dit: «Mais ça ne pose pas de problème. S'ils ne peuvent voyager par VIA Rail, qu'ils prennent l'avion.» Eh bien, il est peut-être vrai que le ministre des Transports peut prendre l'avion. Il est peut-être vrai que moi et la plupart de mes collègues pouvons prendre l'avion. Il est peut-être vrai que les gens d'affaires peuvent prendre l'avion parce que c'est leur compagnie qui paye leur note de frais. Mais les personnes âgées n'ont pas de compagnie à qui présenter leur note de frais. Nos jeunes n'ont pas de note de frais qui leur permette de réduire leurs impôts. Les pauvres et les handicapés n'ont pas de note de frais. Ce qu'ils ont et ce dont ils ont besoin, c'est VIA Rail.

Que dit ce rapport au gouvernement? Dit-il de garder VIA Rail sous sa forme actuelle pour toujours? Dit-il de continuer à accumuler sans cesse les déficits dont le premier ministre se préoccupe tant? Non. Il dit clairement que VIA Rail, tel que constitué actuellement avec le matériel dont il est doté, est inacceptable. Mais il dit clairement aussi que la solution ne consiste pas à détruire le service ferroviaire pour voyageurs au Canada. Il faut au contraire rebâtir un service ferroviaire pour voyageurs, bâtir un service voyageurs qui soit un mode de transport en commun moderne, efficace, rapide et non polluant.

Il fait remarquer que tous les autres pays du monde occidental et industrialisé vont entrer dans le XXI^e siècle avec un service ferroviaire pour voyageurs moderne, efficace, rapide et non polluant, sauf un. Tous les autres pays du monde ont investi dans leur avenir, disent qu'ils ne peuvent continuer à congestionner leurs aéroports et leurs routes et à polluer leur environnement. Tous les autres pays du monde, semble-t-il, comprennent le dicton des Haida: «Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres. Nous l'empruntons à nos enfants.» Tous les autres pays du monde veulent remettre à leurs enfants une terre en bon état, un environnement propre et des moyens de transport à coût abordable.

Seul parmi tous les pays du monde, le Canada dit: «Non, nous allons reculer. Nous ne pouvons pas avancer. Nous n'avons pas la détermination, ni les moyens, ni la technologie, ni l'imagination nécessaires.» Le Comité permanent rejette cette conception du gouvernement du Canada. Il croit, au contraire, que nous avons l'imagination, le savoir-faire et la détermination nécessaires et que les Canadiens sont prêts à investir judicieusement